

Le Courriel d information

n°302 – Mardi 22 janvier 2002.

SE REAPPROPRIER L'AVENIR

Dans ce numéro

ATTAC France fait son Zénith

Par Bernard Cassen

Nous avions prévu trop petit pour l'événement d'Attac du 19 janvier : un Zénith configuré à 3 500 places. En fait, très rapidement, il a fallu ouvrir les rideaux du fond et configurer la salle à 6 000 places. Pour respecter les normes draconiennes de sécurité, les portes ont ensuite été fermées par la direction du Zénith. On estime à un millier le nombre de membres et amis d'Attac qui sont venus Porte de Pantin et n'ont pu entrer ! Sur ce seul plan numérique, la réussite de ce rassemblement était déjà éclatante. On pouvait mesurer à quel point les comités locaux d'Attac et les adhérents s'étaient mobilisés.

Présenté par Marc Le Glatin, coordinateur du groupe Attac Culture, le programme, de l'avis unanime, a été à la hauteur des espérances des présents qui ont chaleureusement applaudi toutes les interventions et prestations musicales et graphiques : accueil par la fanfare Les Chevals ; intervention d'Anémone ; d'Ignacio Ramonet, président d'honneur d'Attac ; de José Saramago, Prix Nobel de littérature ; de Susan George, vice-présidente d'Attac ; de Clotilde Ky, militante syndicale et féministe burkinabée ; de Jacques Testart, président de la Commission française du développement durable ; de trois jeunes membres du comité de grève du MacDonald's du boulevard Saint-Denis, de Daniel Mermet, producteur de "Là-bas si j'y suis" à France Inter ; enfin de Bernard Cassen, président d'Attac. Le tout entrecoupé de séquences filmées spécialement pour l'occasion, de projections de photos et d'un



accompagnement de caricatures réalisées en temps réel par Charb et Tignous de "Charlie Hebdo".

A 17 h 30, le manifeste Attac 2002, que les différentes interventions avaient mis en perspective, a été rendu public, et les adhérents et animateurs des comités invités à en emporter le maximum avec eux pour distribution. Plus de 100 000 exemplaires ont ainsi été enlevés.

Après la pause, vers 18 heures, le groupes Dood (remplaçant au pied levé Aston Villa, dont le batteur était souffrant) et le groupe Sergent Garcia ont pris le relais dans une ambiance déjà très "chaude". Pendant cette pause, et même au-delà, les stands d'Attac, de la coordination Ile-de-France, des journaux fondateurs et du libraire ont été assaillis par les participants.

Il est impossible de résumer ici les diverses interventions. Elles seront mises rapidement sur notre site, et leur publication est envisagée.

Deux mots revenaient en permanence dans les commentaires : enthousiasme et émotion. Disons, pour reprendre une expression également souvent entendue, que les participants sont repartis du Zénith "gonflés à bloc" et disposés à s'investir à fond dans les débats et les actions d'Attac des prochains mois. Le manifeste 2002 devrait constituer pour eux un outil pratique, non exclusif d'autres.

Il est évident qu'Attac a marqué un très gros point le 19 janvier, et que nos analyses et propositions vont bénéficier d'une écoute accrue dans l'opinion. Il nous faut la mériter par la qualité et la pertinence de nos interventions. Des idées seront prochainement soumises aux comités à ce sujet, et toutes les autres qui surgiront pourront également être discutées.

La parfaite réussite technique de ce rassemblement du Zénith est le résultat d'une triple mobilisation : - celle des personnels du siège - celle de la coordination des comités d'Ile-de-France qui ont pris en charge toutes les tâches d'accueil - celle du groupe Culture d'Attac qui a su rassembler les professionnels hautement qualifiés qui en font partie pour "faire" bénévolement "un Zénith". Précisons également que les trois groupes musicaux n'ont demandé aucune rémunération pour leur participation. Voilà qui en dit long sur le gros capital de sympathie dont Attac dispose dans les milieux de la culture, et que nous allons mieux valoriser à l'avenir.

Tous les adhérents et les comités venus des quatre coins de la France, souvent au prix d'un important effort financier, se souviendront longtemps de ce Zénith dont ils on fait un tremplin pour le développement d'Attac !

Bernard Cassen, président d'Attac France
attacfr@attac.org
Vous retrouvez les dessins de Charb et Tignus (Charlie Hebdo), des photos et tous les documents dont le Manifeste 2002 – Avec ATTAC se réapproprier l avenir à partir de la page : http://attac.org/fra/asso/doc/zenith.htm

L Espagne fait sa présidence

Par Isabel Baeza

Colpisa, Séville Des groupes d élite de la Guarde Civile se préparent, en étroite collaboration avec différents corps de police d autres pays européens, pour faire face à la présence massive de collectifs antiglobalisation qui ont déjà annoncé leur présence à Séville en juin prochain, au sujet de la clôture de la présidence espagnole du Conseil de l Union. Auparavant, en février, les groupes nationaux de ce collectif tiendront une réunion, également à Séville, afin d organiser le calendrier des actes de protestation qui vont avoir lieu en Espagne durant tout le semestre. Des Unités du Groupe Rural de Sécurité de l Institut Armé (GRS) détachés de Barcelone, Madrid, Valence, Léon et les effectifs affectés dans la capitale sévillane ont reçu une formation spécifique durant les derniers mois in situ, en prévision des incidents qui peuvent se produire de par la présence d une multitude de collectifs très divers qui s opposent aux critères néolibéraux édictés par les mandataires des pays les plus développés.

Pour améliorer la coordination avec les effectifs de la Guarde Civile qui officient dans différents lieux du territoire national et qui vont devoir travailler au coude à coude à ce moment-là, le service d Information de l Institut armé a transmis la documentation reçue d autres polices européennes qui ont déjà eu une expérience des mouvements antiglobalisation.

Selon des sources de la Guarde Civile, les GRS ont une large expérience en ce qui concerne le contrôle des grands mouvements de masse. Cependant, la préparation de ces groupes d élite doit changer en permanence pour s adapter aux nouvelles nécessités en matière de sécurité et en prévention de perturbations comme celles de Gênes.



Groupes "satanisés"

Face à ce déploiement de sécurité, les porte-paroles des groupes antiglobalisation refusent d'être "satanisés". Dans la déclaration de Federico Noriega, secrétaire provincial de la CGT à Séville, "l'intérêt du pouvoir est de faire passer l'image de ce que ce mouvement est violent, provocateur et radical pour que l'on oublie que ce que la seule chose que nous prétendons, est de montrer constamment que cette globalisation est perverse pour la majorité des pays du monde". La composition du mouvement antiglobalisation "est de centaines de milliers de groupes de très grande amplitude. ONG, syndicats, partis politiques, groupes écologistes, etc..., et qu'il n'y a que quelques marginaux qui ont une intention autre, qui va bien au-delà de la protestation pacifique", selon Noriega.

http://www.ideal.es/pg020104/suscr/espana05.html
Traduction : traducteurs bénévoles coorditrad@attac.org

Les Armes des pauvres

Par Supara Janchitfah

LA LONGUE MARCHE

Quand il y a peu d'espoir de réparation publique en leur faveur, les villageois victimes de projets privés ou publics recourent à des rites et à des cérémonies comme instruments de résistance politique – ce ne sont peut-être pas des outils très puissants pour obtenir un changement de politique, mais cela leur ouvre au moins un espace public qui leur est dû dans une société démocratique. Mme Son Darakhum est de nouveau sur les routes, et cette fois pour une Longue marche en vue d'obtenir de l'État qu'il ouvre de façon permanente les vannes des barrages de Pak Moon et de Rasisalai.

La Longue marche a commencé avec des gens qui étaient directement affectés par la construction du barrage de Pak Moon et dont la revendication, "Nous avons besoin de l'aide des citoyens" pouvait être entendue partout où ils passaient. "Nous voulons qu'ils comprennent la raison de notre protestation et pourquoi nous avons dû organiser cette Longue marche."

La Marche pacifique a commencé le 9 octobre de cette année, ainsi que l'ont décidé tous les membres de l'Assemblée des Pauvres (AdP). Mme Son a déclaré qu'elle avait accepté de se joindre à cette marche pour transmettre ce message : "Nous n'avons pas d'autre moyen d'informer le peuple de la raison de notre protestation."

Après plus d'un mois passé à braver la canicule, la pluie et maintenant le vent froid, Mme Son a déjà usé deux paires de sandales ; elle a aussi maintenant une idée du nombre de Thaïs abreuvés d'informations fausses par les agences de l'État et les médias. Elle a également réalisé que si les agences gouvernementales ont à leur disposition bien des moyens de faire passer leurs messages, l'AdP ne dispose que de moyens réduits et difficiles d'accès. Bien que l'opinion publique pense que l'AdP est trop exigeante, Mme Son a eu la surprise de constater le nombre de ceux qui comprennent la raison de la Marche des pauvres.

POUSSÉS PAR LA MISÈRE

Pour Mme Noo Ngamdee, qui habite Baan Talad (district de Satuk, province de Buri Ram), c'est la misère qui pousse l'AdP à organiser cette marche de protestation. Un chef thaï, Hmong, se livre à un rituel de punition contre les "méchants". "Nous, les Isans, sommes des gens pacifiques qui aimerions mieux rester chez nous", déclare Mme Noo venue offrir un peu de poisson fermenté et de riz gluant aux marcheurs. "Ces membres de l'AdP suivent cette marche parce qu'ils sont particulièrement malheureux."

Mme Noo est elle aussi d'accord pour que les vannes des barrages de Pak Moon et de Rasisalai soient définitivement ouvertes. Son village, sur les rives de la rivière Pak Moon, a été également victime du barrage. "Maintenant, les hautes eaux mettent très longtemps à baisser dans notre village, dans le temps, les inondations se résorbaient beaucoup plus vite."

Environ 130 représentants des villages ayant des problèmes se sont rassemblés au barrage de Pak Moon et ont commencé à marcher le 9 octobre. Ils ont créé un nouveau village appelé Mae Moon Muan Yuen (vive la rivière Moon !) et occupé le barrage depuis 1999. Ils se sont joints à la Longue marche depuis la province de Ratchathani, à environ 629 km de Bangkok. La plupart marchent pendant 5 jours puis retournent au barrage et un nouveau groupe vient les remplacer, certains font toute la route à pied.

UNE PRODUCTION ÉLECTRIQUE INSIGNIFIANTE



Après 11 mois de protestation des villageois auprès de la Maison du Gouvernement, ce dernier a ordonné en juin de cette année à l'Autorité productrice d'électricité de Thaïlande (EGAT) d'ouvrir les vannes du barrage de Paak Moon pour permettre aux poissons de reprendre leurs habitudes migratoires.

Quatre mois plus tard, les habitants de la zone ont la joie de voir 119 espèces de poisson revenir dans la rivière Moon, pouvant ainsi recommencer à vivre de la pêche qui peut leur rapporter jusqu'à 500 baths et plus par jour.

Les habitants de la zone utilisent la cérémonie de "consécration" de la forêt comme un instrument d'affirmation de leurs droits à la protection de l'environnement. L'EGAT prétend avoir dû fermer les vannes afin que le barrage Pak Moon puisse continuer à produire de l'énergie électrique, ce à quoi les résidents répondent que le barrage atteint une production insignifiante de 40 MW d'électricité, bien trop peu pour que sa commercialisation soit rentable pour l'EGAT.

Selon l'économiste Decharat Sukkumerd, de l'Université de Kasetsat, le coût de production du barrage Pak Moon est de l'ordre de 2,59 baths/kwh, mais si le Gouvernement rendait obligatoire la "gestion par la demande" (GpD), le coût baisserait jusqu'à atteindre 50 satang seulement par kwh. Il a par conséquent suggèré que le gouvernement non seulement satisfasse la demande, mais adopte la GpD. "La GpD est plus économique que tout autre système. Le gouvernement devrait trouver de nouveaux moyens d'économiser l'électricité, de l'utiliser à bon escient et de minimiser les pertes en ligne entre les sous-stations."

RIVIÈRE DE VIE

Pour les locaux, la rivière Moon est plus qu'une simple source d'énergie. "C'est toute notre vie", déclare Udon Thongnoi, qui a rejoint la Longue marche pour un mois. Chaque jour, son groupe et elle se réveillent vers 2-3 heures du matin pour cuire le riz à la vapeur. À 4 heures, ils commencent à démonter le camp de la nuit précédente, qui peut aussi bien avoir été établi dans un temple que dans une salle de réunion de l'Organisation administrative de Tambon (TOA). Vers 5 heures du matin ils se mettent en route. Tout en marchant, ils distribuent des tracts énumérant les raisons de leur marche. Les réactions varient, certains les acceptent, amorcent une discussion, d'autres se détournent.

Après 3 ou 4 heures de marche, à raison de 10 à 15 km/jour, ils s'arrêtent dans un autre temple ou dans un autre bureau de la TAO après avoir informé les intéressés de leur arrivée. "En général nous sommes bien reçus par les chefs locaux dans chaque village", déclare Vanida Tantivittayapitak, conseillère de l'AdP.

Après le petit déjeuner, vers 9 heures du matin, repos puis visite des maisons du village pour expliquer les raisons de la Marche, étude des problèmes des habitants et collecte de signatures d'appui à la demande d'ouverture des vannes du barrage.

La langue est la même des deux côtés, ainsi que les problèmes... Mais si certains offrent du riz et leur souhaitent bonne chance, d'autres trouvent cette "Longue marche" absurde. "Les membres de l'AdP feraient mieux de s'en retourner travailler dans leurs champs", déclare l'un d'entre eux. Les marcheurs répliquent qu'ils ne peuvent pas s'en retourner car ils n'ont aucun moyen de gagner leur vie : ni terre, ni rivière ! "Rendez-nous une rivière libre et nous rentrerons chez nous pour nous adonner à la pêche !" déclare Udon.

LE POUVOIR DES RITES

Incapables de disposer du pouvoir de l'État pour résoudre leurs problèmes, les pauvres marcheurs ont recours à d'autres moyens : les rites et les cérémonies. Lorsqu'ils passent près de rivières, de canaux ou de sources, ils prient pour que vive cette rivière ou cette source en lui offrant des chandelles, des fleurs ou de l'encens, ou même parfois quelques noix de bétel.

Ces rites et beaucoup d'autres trouvent leur origine dans leur vie campagnarde, chaque groupe local combattant l'injustice en se basant sur ses propres traditions.

En juillet de cette année, quand les tribus hmongs du Nord ont été accusées de séparatisme par un journal de Chiang Rai, ils ont invité leurs chefs spirituels à prier avec des Hmongs de différents groupes dans les provinces du Nord. La cérémonie de la prière appelait un Esprit à dénoncer un coupable dans le village. "L'Esprit, normalement, punit et maudit le coupable et protège les innocents", a déclaré Vachiraporn Patrakeha un Hmong thaï.

Les indigènes n'ont pas confiance dans les cérémonies et attendent que des miracles se produisent : en plus des prières contre le journal



de Cheng Rai, ils ont déposé une plainte contre lui !... Mais "pour obtenir justice, nous devons nous assurer que l'Esprit prendra l'affaire en main, car le processus dans le monde réel est plutôt lent", dit Vachapiron.

Lorsque les petits patrons pêcheurs du Sud ont manifesté pour obtenir du gouvernement l'application de la loi sur la zone côtière de 3 km, ils ont également prié pour obtenir la bénédiction d'Allah sur ceux qui s'étaient lancés dans cette lutte. La même cérémonie a été organisée par ceux qui protestaient contre le projet de pipe-line thaï-malais.

Lors de la dernière réunion de l'OMC à Doha, les fermiers et les travailleurs agricoles taïs ont brûlé des piments et du sel pour maudire les pays qui s'enrichissaient aux dépens des pauvres.
"Nous maudissons les USA qui exploitent les pauvres pays du tiers-monde comme nous. Nous voulons qu'ils revoient leur politique de brevets, particulièrement ceux concernant les médicaments contre le sida. Nous voulons qu'ils cessent de voler notre "riz-jasmin" et d'utiliser les accords agricoles pour nous exploiter", a déclaré M. Veerapol Sopha, conseiller du Réseau du peuple isan.

Comme ils ne pouvaient pas aller à Doha, les protestataires ont organisé ce rite à Bangkok. Veerapol a dit qu'il espérait que l'ambassade américaine en comprendrait la signification et demanderait au gouvernement des USA de revoir sa politique.

Les gens du pays ont "consacré" les forêts lors des luttes qui eurent lieu à l'occasion de la loi sur les forêts de la communauté et lors des protestations contre le gazoduc de Yadana. "Abattre un arbre consacré est un péché, équivalent au meurtre d'un bon moine", a déclaré Pinun Chotiroserani, du groupe Kanchanaburi de défense de l'environnement.

Jorni Odochao, chef des Thaï-Karens, précise que la consécration des forêts et les prières pour la vie des rivières sont des traditions qui mobilisent et unissent ceux qui sont préoccupés par la conservation de l'environnement. "Quand toutes les agences concernées coopèrent, il nous est possible de discuter des problèmes et de mieux les comprendre", dit Jorni.

Dans le passé, les indigènes résistaient au gouvernement central en organisant des groupes armés. Dans les années 1960 et 1970, lorsque le parti communiste était puissant, ils se sont unis pour lutter contre le gouvernement. "Maintenant, nous luttons toujours, mais différemment", déclare Udon. "Nous ne luttons plus pour renverser le pouvoir mais pour pouvoir parler, nous faire entendre, et pour obtenir du gouvernement qu'il tienne ses promesses", dit-elle.

Ce nouveau mouvement social dispose de son propre réseau qui va bien au-delà des frontières géographiques. Les membres du réseau AdP, tant au niveau national qu'au niveau international, savent quels sont leurs droits. Ils ont l'expérience nécessaire pour organiser des manifestations et négocier avec les agences gouvernementales. "Ce que nous voulons, c'est une politique qui corresponde à nos besoins", voilà ce que disent les membres de AdP. Ils luttent pour avoir une chance de participer aux changements politiques qui correspondront à leurs besoins.

DERNIER ESPOIR DES "SANS DROITS"

D'après Songyote Waehongsa, de l'Université de Silapakorn, "chaque culture et chaque rituel a sa signification propre dans la lutte populaire". La culture et les rites sont une forme importante de pratique sociale et de lutte symbolique par lesquelles les indigènes expriment leur opposition à un État qui écrase leurs croyances et contrôle leurs moyens de communication.

"S'ils avaient des moyens d'exprimer leurs difficultés et leurs problèmes liés à la politique de l'État, ils n'auraient pas à utiliser ces rites et ces cérémonies", déclare Songyote. D'après lui, le fait de brûler des piments et du sel était utilisé dans les anciens temps pour maudire ceux qui faisaient le mal, par exemple ceux qui les exploitaient.

Vanida, conseiller de l'AdP, interprète ces rites comme une tentative de redresser certaines injustices sociales.

Le Dr Chanthana Banprasirichote, de l'Université de Chulalongkorn, pense que lorsqu'un mouvement populaire a recours à des rituels, c'est parce qu'il essaye de communiquer quelque chose au-delà de sa signification apparente. "Ils veulent dire que leur mode de vie est beaucoup plus profondément ancré dans la Nature que cela n'est perçu par le public." "Ils disent qu'ils respectent la Nature, et qu'ils ont leurs règles [à ce sujet] que le public ferait bien d'apprendre aussi", déclare le Dr Chanthana.



Le conférencier précise que l'utilisation de rites et de cérémonies est intégrée à d'autres formes de résistance : "Il s'agit d'une lutte symbolique contre les groupes politiques conventionnels ; ils protestent pour demander au gouvernement de participer à l'élaboration des politiques. "

Bien que ces pratiques n'aient que peu ou pas du tout d'effet direct sur le changement de politique, elles ont en tout cas des objectifs bien définis. "Elles augmentent la prise de conscience des protestataires et favorisent la communication avec le public ", dit le Dr Chanthana.

Rites et cérémonies font partie du nouveau mouvement social et les manifestations de protestation sont devenues un élément quasi permanent de notre paysage politique contemporain.

Le Dr Chanthana pose alors la question de savoir pourquoi les plus défavorisés doivent s'investir ou payer autant pour obtenir quelque changement de politique que ce soit. "Pourquoi l'État ne respecte-t-il pas les droits des indigènes ? Il est inclus dans notre Constitution. Pourquoi les indigènes doivent-ils protester ou avoir recours à d'autres méthodes pour obtenir ce qui leur a déjà été promis ? "

Supara Janitchifah est journaliste au "Bangkok Post " Première publication : Focus on Trade n° 72
Traduction. Irène Nouailhac, traductrice bénévole coorditrad@attac.org

Défendez-vous des mensonges internationaux!

Par Emir Sader

La politique internationale connaît un étrange destin : en général, elle est méprisée par la grande presse, sauf dans les moments de crises graves. On l'utilise alors, et on en abuse même, pour effacer les grandes polémiques nationales. Les arguments décisifs paraissent être issus de cas dont l'accès et l'interprétation ne seraient seulement réservés qu'aux supposés " spécialistes ", alléguant qu' " au Mexique, il fut certain ", que " le modèle chilien est le meilleur ", que la " Corée du Sud a connu un échec " ou que la " Turquie a prouvé que le gouvernement avait raison ".

Cela peut prendre le nom de " mensonges internationaux ". Faites attention à tous les économistes, éditorialistes, " politologues ", sociologues, analyses internationaux- informez-vous, ne prenez rien pour acquis comme s'il s'agissait d'arguments d'une autorité, méfiez-vous - surtout méfiez-vous- vérifiez toujours avec une tête froide.

Pour être moins surpris par ce qui arrivera lors de cette nouvelle année, vous avez à votre disposition quelques indications qui vous permettront de penser par vos propres moyens, pour que la presse serve à émanciper et non à aliéner les personnes.

1. Lorsqu'un membre du gouvernement dit qu' " il n'y a pas d'autre chemin possible ", vous pouvez avoir la certitude, s'agissant de l'action des êtres humains, qu'un autre chemin est toujours possible. Par manque d'argument agissant en sa faveur, cette autorité préfère s'affirmer par une mystification.

2. Lorsque les ministres de l'économie, les présidents de banques centrales et publiques se décident à faire des prévisions, ils mentent en divulguant ces prévisions, faites des années auparavant – via des normes souvent erronées -, pour savoir s'ils ont le droit à continuer à occuper notre attention.

3. Lorsque vous lisez que le Mexique, le Chili, l'Argentine –ou n'importe quel autre pays- est le modèle à suivre, utilisé alternativement une fois à la hausse ou à la baisse, méfiez-vous. N'attendez pas que le Mexique, le Chili ou l'Argentine ne s'effondre pour voir que cette utilisation était une forme comme une autre de dévier l'attention d'une analyse concrète du pays en question.

4. Lorsque vous lisez qu'à partir de maintenant, l'économie va croire sans interruption, changez immédiatement de lecture et de journal. La décennie antérieure s'est écoulée avec le leitmotiv de la " nouvelle économie " mais lorsqu'elle n'avait plus que le nom de ce dernier concept, on changea de sujet, sans que personne ne rende des comptes sur les mensonges qui avaient été promis.

5. Restez très au courant de ce qui se passe aux Etats-Unis. Non parce qu'il s'agit d'un modèle supérieur à quelque autre pays, mais parce que rien d'important dans ce monde ne peut être compris sans prendre en compte l'action de l'hégémonie américaine, et pour autant, ce qui se passe là-bas compte beaucoup pour le monde entier.



6. De plus, n'espérez pas que quelque chose de bien ne vienne de là-bas, tant qu'ils continueront à penser qu'ils doivent donner des leçons – théoriques et pratiques- au reste du monde sur la façon de construire une bonne société – sentiment renforcé, malheureusement, avec les attentats du dernier 11 septembre, s'aliénant encore plus contre les sentiments négatifs inspirés par le monde extérieur.

7. Ne croyez pas que le capitalisme et l'impérialisme soient dépassés. Le capitalisme n'a jamais été aussi présent dans le monde qu'auparavant - jamais autant de personnes et de choses n'avaient été transformées en marchandises, ne se virent fixer un prix, furent achetées et vendues - et jamais une présence impériale ne fut aussi forte dans le monde.

8. Ne croyez pas que ceux qui clament que “ l'Etat national est mort ”. Le G-7 (ou le G-8), qui est une espèce de gouvernement mondial, est composé par des mandants venant des Etats les plus puissants du monde et non par les présidents des grandes corporations. De plus, ces Etats détiennent les forces militaires les plus puissantes dans le monde. Ce qu'ils veulent c'est que par exemple, le Brésil, l'Inde, la Chine, l'Afrique du Sud, le Mexique, l'Argentine, le Pakistan et l'Indonésie, ne se résolvent pas à suivre le même exemple d'organiser des réunions périodiques de leurs chefs d'Etats pour mieux défendre les intérêts de la grande majorité de l'humanité – qui se trouvent dans ces Etats et non dans les Etats cités en premier.

9. N'oubliez pas que n'importe quelle politique ne fait nullement de l'Afrique, cette erreur, une priorité. Plantez la question suivante devant chaque proposition “ Et quelle est la place de l'Afrique ? ”. Il vous sera plus facile de comprendre sa signification, qui favorise cette politique et à qui elle cause des préjudices.

10. Pensez, en tant que critère, qu'un monde juste n'est pas celui dans lequel priment plus les intérêts de l'argent, du capital, que celles des nécessités matérielles et spirituelles des êtres humains. Il sera ainsi seulement possible à toutes les personnes de consacrer leurs avancées matérielles et intellectuelles pour construire une société solidaire et humaniste – toujours possible, pour mettre en action leurs capacités de compréhension et d'action pour interpréter et transformer le monde dans le sens d'en finir avec l'exploitation, la domination, l'aliénation et la discrimination.

Emir Sader. Sociologue brésilien

Traduction : Julie Duchatel, traductrice bénévole coorditrad@attac.org

En Turquie, l'éducation nationale est à vendre

Par Gaye Yilmaz

UNE INFRASTRUCTURE DE L'AGCS EST MISE EN PLACE ÉTAPE PAR ÉTAPE : LE GOUVERNEMENT TURC A PRÉPARÉ UN PROJET DE LOI SUR LES UNIVERSITÉS.

Le projet va être validé par le Congrès puis mis en application. En voici d'importants extraits :
-Les étudiants en maîtrise (4 ans) et en DEUG (2 ans) doivent régler des frais de scolarité dont le montant ne peut excéder 50 % de l'allocation de référence par étudiant. Cette allocation de référence sera fixée annuellement, selon des critères propres à chaque université.
-Les étudiants qui auraient des difficultés pour acquitter cette participation pourraient bénéficier d'un crédit de participation ou de formation, en apportant la preuve qu'ils ne peuvent pas régler la somme. Ces crédits seront accordés et suivis à partir d'un “ compte d'entreprise ”, dans chaque université. Les étudiants qui sollicitent un prêt devront au préalable obtenir un “ numéro de contribuable ”. Ils devront en outre signer une reconnaissance de dette. Les étudiants débiteurs rembourseront cet emprunt à l'entreprise (l'université) en même temps que des intérêts dont les taux seront alignés chaque année sur l'indice des prix de gros.
-Afin de déléguer certaines de ses tâches, l'entreprise concernée (l'université) peut passer un accord avec une banque privée ou une institution financière pour que celle-ci effectue le suivi des comptes des débiteurs (les étudiants) et éventuellement recouvrer les sommes dues auprès de ces débiteurs.
-Tout étudiant(e) qui échouerait aux examens annuels de maîtrise ou de DEUG devra régler une participation supplémentaire de 50 % pour la première année et de 100 % pour la deuxième. (Cette disposition ne comporte aucune exception, même en cas de maladie, d'accident ou de problèmes familiaux.)
-Les frais demandés aux étudiants de nationalité étrangère seront fixés en fonction des conditions du marché international de la formation.
-Les étudiants qui n'ont pas réglé les frais de scolarité ne pourront pas s'inscrire, ni renouveler leur inscription.

DEFINITION ET CRITERES DU COMPTE D'ENTREPRISE



Dans toutes les universités et les instituts de haute technologie, un “ compte d'entreprise ” sera ouvert.

Les ressources du compte d'entreprise sont les suivantes :

a) Crédits du budget national pour la formation universitaire.

b) Revenus générés par la mise en valeur (la vente et la mise en location) de toutes les catégories de moyens matériels des universités : bâtiments, outils, équipements, ressources humaines et connaissances.

c) Revenus issus de la vente, de la mise en location et de la commercialisation des biens mobiliers et immobiliers des universités.

d) Remboursement des crédits accordés aux étudiants, intérêts compris.

e) Frais de scolarité versés par les étudiants.

f) Dons pour la recherche.

g) Dons émanant de personnes privées, d'entreprises, d'institutions ou de fondations.

h) Autres.

Les dépenses du compte d'entreprise sont les suivantes :

a) Achat des équipements et services de toutes sortes, nécessaires à l'enseignement, à la recherche, aux examens ; dépenses de construction agréées par le Comité universitaire Supérieur.

b) Coût des activités de recherche scientifique et technique (y compris multilatérale, nationale ou internationale, ou liée à des projets de développement), de la participation à des congrès nationaux ou internationaux, de mise en place de parcs technologiques ou de projets similaires.

c) Dépenses relatives aux besoins des étudiants, y compris le logement, la nourriture, la santé, la formation, les activités culturelles et sportives.

d) Salaires des étudiants employés à temps partiel par l'université.

e) Salaires du personnel employé à temps partiel ou complet par l'entreprise.

À l'exception des services de santé, le coût des services de toutes sortes produits par les universités, tels que la recherche, le développement, le conseil en matière technique, les formations intensives et les conférences, sera établi et recouvré dans les conditions du marché, selon le niveau des prix sur le marché international de l'éducation, et d'après la compétitivité de l'université.

Les étudiants employés à temps partiel par l'université ne pourront bénéficier que des dispositions du droit du travail concernant la santé et la sécurité. Aucune autre disposition contenue dans la loi ne leur sera applicable. Leur temps de travail est limité à 100 heures par mois. Leur salaire horaire est limité à trois fois le salaire horaire minimal défini par le ministère du Travail.

Si un travail de recherche, quel qu'il soit, est financé par des dons de personnes ou d'entreprises, des enseignants-chercheurs extérieurs à l'université peuvent être employés pour ce travail.

Selon le nouveau projet, les universités publiques vont également commencer à admettre des étudiants auxquels des droits d'inscription seront demandés, sans que cela les dispense des frais de scolarité.

Le montant minimal du droit d'inscription sera déterminé selon les caractéristiques de l'université concernée, mais ne pourra pas être inférieur aux frais de scolarité acquittés par les autres étudiants, multipliés par trois.

Cette loi s'appliquera aux étudiants qui s'inscriront dans une université publique, quelle qu'elle soit, après son entrée en vigueur.

Dès le 1er janvier 2002, un compte d'entreprise sera ouvert dans chaque université ; les reliquats des subventions publiques de l'exercice précédent y seront transférés.

La loi entrera en vigueur le 1er janvier 2002.

BREVE INTERPRETATION DU PROJET DE LOI PAR LE GROUPE DE TRAVAIL CONTRE LA MONDIALISATION ET L'AMI – TURQUIE

Actuellement, le système d'enseignement supérieur turc est mixte (public et privé). Cependant, au cours des dix dernières années, le nombre d'instituts privés a augmenté de façon dramatique. Par ailleurs, les crédits accordés par les lois de finance nationales à l'enseignement

général, et à l'enseignement supérieur bien entendu, ont été réduits d'année en année, alors que les subventions et les prêts à taux réduits pour les universités privées se multiplient rapidement. Les universités privées ont été dénommées " universités de fondations ". Sous cette appellation, elles ont le droit de recevoir des prêts et des aides importantes, à travers des programmes d'État. Malgré toutes ces attaques, la part de l'enseignement supérieur privé dans la population étudiante totale reste de 4 % seulement.

Cette situation favorable à l'université publique va peut-être se maintenir, mais il est certain que les statuts des universités (entreprises ?), des étudiants (clients ?) et des enseignants (marchands ?), eux, vont changer.

En jetant un coup d'œil sur les perspectives économiques qui font suite à la crise de 2001 en Turquie, nous constatons que le FMI a obligé le gouvernement à réduire le nombre de fonctionnaires, enseignants compris, pour 2002. Dans un tel contexte, la mise à la retraite anticipée de 150 000 agents de l'État en 2002 est envisagée. Cela ne veut pas dire que le niveau de l'emploi public est excessif. Au contraire, il est plus bas que celui de nombreux pays européens dont la population totale est largement inférieure à celle de la Turquie.

Toutefois, à voir ce nouveau projet de loi, on comprend plus facilement cette décision surprenante. On y constate que les institutions publiques vont abandonner leur système d'emploi traditionnel et modifier leurs activités en fonction d'un modèle post-fordiste de production. Selon ce projet, les universités vont pouvoir employer du personnel à temps partiel et à titre temporaire, qu'il s'agisse d'enseignants ou même d'étudiants, pour certains travaux spécifiques. Les droits et les acquis sociaux de ces employés atypiques seront très limités. De plus, à part l'enseignement, les universités vont prendre en charge la recherche et les activités de développement en recrutant des enseignants extérieurs, de façon que le domaine scientifique devienne complètement assujetti aux intérêts des personnes ou des entreprises qui financeront les activités. Ces bailleurs de fonds vont pouvoir commander aux universités des travaux situés dans la ligne de leur logique capitaliste. La plupart des étudiants tiendront pour scientifiques les résultats de ces travaux. Des bâtiments, des terrains et des propriétés immobilières appartenant aux universités publiques vont probablement être louées aux célèbres multinationales telles que Nike, Citibank, Lee Cooper, au lieu d'être mis au service des intérêts des étudiants et de leur formation.

Bientôt, les étudiants habituels vont fréquenter l'université en même temps que d'autres étudiants qui paieront des droits d'inscription très élevés, et les grandes différences de niveau de vie entre ces deux groupes vont placer les plus aisés sur un piédestal par rapport à leurs condisciples ordinaires.

Les compagnies qui vont financer les universités auront le droit d'intervenir dans le système d'enseignement, la nomination des enseignants, etc. Supposons que Toyota fasse un don de 10 millions de dollars à une université publique, et demande au Conseil de l'université d'adapter la liste des cours aux besoins de la gestion de Toyota ; qu'elle fasse nommer en qualité d'enseignants ses propres directeurs des ventes, du marché, de la qualité, etc. Ainsi, une fois diplômés, les jeunes seront prêts à défendre et à servir les thèses des entreprises sans les remettre en question.

La privatisation de l'éducation n'est pas seulement un problème économique, mais une véritable question idéologique. L'université est une étape importante pour l'implication des jeunes dans la politique. Désormais, la majorité des enfants d'ouvriers et d'employés seront privés de leurs chances d'accéder aux études supérieures, à cause des coûts élevés. De plus, l'éducation payante implique une baisse dramatique des salaires réels, car elle constitue un facteur d'intensification de l'exploitation. Passer de l'éducation gratuite à un système payant va entraîner [pour les universités] une augmentation des dépenses liées aux salaires et aux revenus du travail même si on suppose que les revenus et les autres dépenses (alimentation, logement, santé, transports, impôts) restent constants. Ces dépenses supplémentaires vont profiter directement ou indirectement au capital, à travers les institutions privées ou les établissements publics privatisés. Ce n'est donc pas seulement une " affaire d'étudiants ", mais un véritable problème socio-économique.

Gaye Yilmaz
Traduction : traducteurs bénévoles, coorditrad@attac.org

La récession de la nouvelle économie : carnet de notes de l'économie 2001

Par Dean Baker



Tandis qu'une récession commence à être reconnue officiellement [aux Etats-Unis], la plupart des économistes prédisent qu'elle va bientôt se terminer. La grande majorité de ceux-ci font été incapables de prévoir le début de cette récession, essentiellement parce qu'ils ont refusé de voir les problèmes que posaient les dimensions sans précédent de la bulle spéculative du marché boursier.

Un redressement économique doit être soutenu par des éléments d'une demande s'accroissant rapidement. Quel secteur peut soutenir et faire avancer l'économie dans un avenir proche ? Ce n'est pas clair. La consommation et l'investissement qui, tous deux, ont conduit la vague de prospérité de la fin des années 1990 vont rester faibles, pour autant que l'on puisse le prévoir. Les dépenses gouvernementales au niveau des États et des localités seront un frein à la relance de l'économie dans la mesure où ces administrations se verront forcées de réduire leurs dépenses pour s'adapter à la diminution des revenus fiscaux. La meilleure perspective de croissance à court terme réside dans l'augmentation des exportations nettes, laquelle à son tour dépend d'une chute du dollar. À un certain moment une baisse du dollar sera inévitable ; plus tôt elle interviendra, mieux ce sera pour l'économie. Il sera important que la Banque centrale américaine n'essaie pas d'empêcher cette baisse, ou qu'elle ne contrecarre pas ses effets par l'augmentation des taux d'intérêt.

L'ECONOMIE EN 2002

Pour la première fois en plus d'une décennie, et après cinq ans d'une croissance rapide, l'économie a sombré dans la récession en 2001. Elle avait ajouté en moyenne près de 3 millions d'emplois par an au cours des cinq dernières années. Elle en a perdu 1 million environ en 2001. Cette perte a porté le taux de chômage de 4,0 % en 2000 à près de 6,0 à la fin de 2001.

Ce passage en phase descendante a surpris nombre d'économistes. Ainsi, en juillet 2000, la Commission du budget du Congrès, la CBO (Congressional Budget Office), avait anticipé une croissance de 3,1 % pour 2001. Pour janvier 2002, elle prévoyait encore une croissance du PIB de 2,4 % en tenant compte de l'inflation. La Commission de la gestion et du budget (Office of Management and Budget) s'attendait à une croissance de 3,3 % en janvier 2001. La plupart des prévisionnistes privés ont fait des projections similaires. Or, bien que nous ne possédions pas encore les chiffres du 4e trimestre, la croissance du PIB de 2001 sera proche de zéro.

Le moment exact de ce retournement n'était pas prévisible, mais l'imminence du phénomène aurait dû l'être. En 2000 l'économie était portée par une vague d'investissements dans le secteur des technologies de l'information et par une hausse de la consommation. Ces deux phénomènes étaient eux-mêmes portés par un marché boursier en forte progression. À son zénith, en mars 2000, ce marché dans son ensemble était évalué à plus de 33 fois les bénéfices des firmes. Cela représentait plus de deux fois le rapport historique entre valeur moyenne et profits, lequel était jusque-là de 14,5 à 1. Étant donné que la part des bénéfices des sociétés avait déjà atteint un niveau extraordinairement élevé, qui ne pouvait guère monter davantage, les valeurs boursières étaient particulièrement déraisonnables. En fait, la CBO avait prédit en janvier 2000 que les profits réels (c'est-à-dire tenant compte de l'inflation) des entreprises chuteraient au cours des dix années à venir parce qu'il paraissait probable que la part des bénéfices de production diminuerait.

Puisqu'il était pratiquement impossible de bâtir un scénario plausible qui donne un sens au pic atteint par les valeurs boursières en 2000, une énorme baisse du marché semblait inévitable. Et cette descente mettrait fin aux deux principales forces qui avaient sous-tendu la croissance rapide : les investissements dans les technologies de l'information et la montée en flèche de la consommation à la fin des années 1990. La bulle boursière avait déjà commencé à se dégonfler à la fin de l'année 2000, ce qui aurait dû permettre aux prévisionnistes économiques de l'époque de percevoir la faiblesse de ces deux secteurs, qui fut démontrée en 2001.

Le sentiment d'enrichissement causé par le courant ascendant de la Bourse avait entraîné un taux d'épargne voisin de zéro. Avec la chute du marché après l'atteinte d'un point culminant, il était pratiquement certain que les taux d'épargne remonteraient quelque peu à mesure que les ménages s'adaptaient à la fois à la diminution de la valeur présente de leur portefeuille et à celle de leurs attentes d'une remontée future des actions. Les familles détentrices d'un portefeuille important comprirent qu'elles devraient mettre davantage d'argent de côté pour pouvoir subvenir aux frais d'études de leurs enfants ou de leur propre



retraite. Par définition, épargner davantage veut dire consommer moins.

L'effondrement de la bulle boursière des valeurs technologiques a signifié qu'il n'était plus possible pour les firmes ne faisant que peu ou pas de bénéfice de se procurer des milliards de dollars de capital en émettant de nouvelles actions. La Banque centrale américaine rapporte aussi que les banques avaient restreint de façon significative leurs conditions de prêt au cours des deux dernières années. Avec des investisseurs qui exigeaient un minimum de preuves de rentabilité, beaucoup de sociétés de technologie ont dû réduire leurs plans d'investissement et un grand nombre ont été déclarées en faillite l'année dernière.

LE REDRESSEMENT EST-IL POUR DEMAIN ?

Bien des économistes qui ont été surpris par la récession prédisent maintenant un rapide changement de cap. Il convient de considérer ces prédictions avec prudence, étant donné que la base d'un tel optimisme est plutôt douteuse.

Ainsi, beaucoup d'analystes ont remarqué que la récession moyenne des après-guerres dure onze mois. Si cela constitue une période moyenne, cela signifierait qu'un redressement commencerait en février, puisque la récession avait débuté en mars. Mais cette récession-ci ne semble pas moyenne. Les crises antérieures ont fait suite à des décisions de la Banque centrale de relever les taux d'intérêt pour tenter de ralentir la croissance et l'inflation. Un relèvement des taux étoufferait les ventes immobilières et celles de voitures neuves. Bien que les six augmentations de taux de la banque centrale en 1999-2000 aient pu contribuer au démarrage de la récession, le facteur principal de celle-ci reste l'effondrement des investissements et la croissance ralentie de la consommation suite à la baisse du marché boursier. Les ventes de logements et d'automobiles sont restées en fait raisonnablement fortes jusqu'ici. La force relative de ces deux secteurs ne signifie pourtant pas qu'il existe une consommation potentielle pouvant amorcer un redressement.

L'autre facteur d'optimisme généralement cité est la récente remontée du marché boursier. Mais, au point où nous en sommes, il devrait être clair que la Bourse ne constitue qu'un indicateur très imparfait de quoi que ce soit. Le marché est souvent mû par des principes complètement irrationnels, et l'économie ne suit pas la Bourse selon un quelconque modèle régulier. Pour donner un exemple extrême, l'index Nikkei du Japon atteignait 40 000 en 1989. Douze ans plus tard, après une décennie de croissance lente et quatre récessions, il est à moins d'un tiers de ce niveau.

Le redressement économique devra être fondé sur la croissance des véritables composants du PIB et non en prenant des désirs pour des réalités. À l'heure présente, il n'est pas évident que cette croissance aura lieu. Comme toujours, la consommation demeure l'élément le plus important puisqu'il représente un peu moins de 70 % du PIB. Il est difficile de percevoir la base d'un fort accroissement de la consommation dans un proche avenir. L'économie a perdu des emplois depuis le mois de mars, avec un rythme qui s'est accéléré au lendemain du 11 septembre. La diminution des emplois s'accompagnant d'une diminution d'heures de travail pour ceux qui travaillent encore, ce qui ralentit l'augmentation du salaire nominal, a fait chuter le revenu salarial réel depuis juin. Même selon des modèles optimistes, la réduction d'emplois va probablement continuer. Il est donc improbable qu'une remontée significative du revenu salarial intervienne bientôt. De fait, puisque de nombreuses firmes ont diminué les bonus de fin d'année, les chiffres du revenu risquent d'être particulièrement mauvais pour décembre et janvier.

La faible croissance des salaires ne sera pas le seul élément qui freinera la consommation. Le rapport entre l'endettement des ménages et leur revenu disponible occupe un niveau extraordinairement élevé. L'endettement en dehors de l'immobilier représente maintenant plus de 23 % du revenu disponible ; en comparaison, il était monté à 18,4 % en 1990, au faîte de l'expansion précédente. Abaisser les taux d'intérêt réduit le poids de cette dette, mais cela ne change rien au fait que beaucoup de ménages ont atteint les limites de leur capacité d'emprunt.

En fait, une des conséquences des faibles taux d'intérêt de ces derniers mois, qui ont empêché l'économie de s'affaiblir davantage, est que cela atténuera toute chance de redressement en 2002. La vague d'achats de voiture neuve provoquée par un financement à 0 % se fera principalement aux dépens des achats de voiture durant la première moitié de cette année. L'offre extraordinaire de financement a stimulé un marché de nouveaux acheteurs, mais l'effet le plus important a été que les consommateurs n'ont fait qu'avancer la date de leurs achats. Parallèlement, l'augmentation des



refinancements de logement cet automne limitera l'étendue du maintien de taux à faibles intérêts dont pourraient bénéficier les propriétaires de 2002.

Avec peu ou pas de croissance du revenu salarial, des niveaux élevés d'endettement et un marché automobile relativement saturé, il y a peu de perspectives d'un solide accroissement de la consommation, au moins durant le premier semestre 2002.

Les perspectives pour l'investissement n'apparaissent guère meilleures. Le taux d'utilisation des moyens de production est tombé au-dessous de 75 % et n'est pas tellement supérieur à la position qu'il occupait durant les récessions de 1974-1975 et de 1981-1982. Les sociétés ne ressentent pas le besoin d'accroître leurs capacités dans un proche avenir. C'est le cas en particulier du secteur technologique, où l'on continue d'avoir une énorme surcapacité dans les industries de semi-conducteur et d'informatique.

En outre, avec des bénéfices en baisse de près de 20 % comparés à ceux d'il y a un an, et tandis que de nombreuses sociétés voient diminuer leur valeur en tant que clients solvables, le financement pourrait constituer une pierre d'achoppement à de nouveaux investissements pour bien des entreprises. Les dépenses de financement peuvent cesser de diminuer au cours des deux prochains trimestres, mais il n'y a guère de raison de s'attendre à un retour en arrière dans l'immédiat.

Le secteur des administrations locales et des gouvernements d'État, qui compte pour plus de 11 % du PIB, va probablement constituer un frein puissant pour l'économie de cette année. Les revenus ont chuté brutalement au-dessous des prévisions en raison du ralentissement de l'économie. Il en résulte que la plupart de ces gouvernements se trouvent obligés de réduire dépenses et emplois pour équilibrer leur budget.

L'immobilier d'habitation est resté relativement fort car la baisse des taux d'intérêt a aidé à maintenir la demande. Mais là aussi les perspectives ne sont pas brillantes. Le prix des logements est monté rapidement durant la première moitié de 2001. Le prix intermédiaire d'un logement neuf vendu en octobre (dernier mois dont les chiffres sont disponibles) avait baissé de 6,1 % par rapport à l'apogée de juin. Le prix moyen d'un logement neuf avait baissé de 5,1 % par rapport à son niveau de l'année précédente. Les données mensuelles des prix d'habitation sont irrégulières, mais ce déclin s'est poursuivi assez longtemps pour qu'il apparaisse clairement que la valeur des logements a changé de direction. Cela indique à la fois un affaiblissement du marché des ventes et une diminution de possibilité pour les propriétaires d'emprunter sur leur capital immobilier acquis.

Les perspectives de construction commerciale sont particulièrement sombres, comme le remarque un rapport récent de la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC) [institution fédérale s'apparentant à une caisse des dépôts et consignations, qui garantit les opérations bancaires. N.d.T.]. “Il apparaît qu'on a construit de façon très excessive des surfaces de bureau, de commerce de détail et de chambres d'hôtel.” Cette opinion de la FDIC a été exprimée avant le 11 septembre.

Le secteur international pourrait offrir le meilleur espoir de croissance, mais également le plus grand risque. Le ralentissement économique s'étendant au monde entier, il est improbable que les États-Unis entrent dans une phase de hausse des exportations due à une croissance survenant ailleurs. Par contre, la forte valeur du dollar provoque un large déficit qui ne peut durer. À un certain moment, le dollar devra baisser. Cela amènerait une réduction substantielle du déficit commercial, étant donné qu'un dollar modéré rendrait les produits américains plus concurrentiels, sur le marché intérieur comme au plan international. Une chute du déficit commercial provoquerait un redressement substantiel de l'économie. En revanche, elle accroîtrait les pressions inflationnistes, ajoutant peut-être jusqu'à 2 % au taux d'inflation. Si la banque centrale augmentait les taux d'intérêt pour combattre cette inflation, cela pourrait contrecarrer les effets stimulants d'une baisse du dollar.

Étant donné qu'à l'heure actuelle les déficits de 4,5 % du PIB (leur niveau présent) ne peuvent être maintenus, il est certain que le dollar chutera mais, comme dans le cas du marché boursier, le moment exact de cette baisse est imprévisible. À ce point, et en l'absence d'une intervention gouvernementale, une baisse prononcée du dollar offre la meilleure perspective économique d'un renouvellement de croissance.

Des dispositions budgétaires peuvent donner un coup de fouet à l'économie, mais il existe de sérieux obstacles politiques pour qu'un plan

efficace puisse être approuvé. Il est important de remarquer qu'une stimulation fiscale demandera une attitude bien différente envers les déficits gouvernementaux que celle que le Congrès a adoptée récemment. Il n'est pas évident que le Congrès approuve des augmentations significatives de dépenses ou des baisses d'impôt alors que le budget de base comporte déjà un déficit. De plus, les déficits peuvent s'avérer substantiellement plus importants que les prévisions récentes ne l'escomptent. Le budget de l'année dernière prévoyait des plus-values annuelles de 100 milliards de dollars en impôts sur le revenu. (La projection pour l'année fiscale 2002 était de 125 milliards de dollars.) Ces estimations paraissent très élevées en raison de la chute récente du marché.

En résumé, l'opinion qu'un redressement économique est imminent n'apparaît pas solidement fondée. Avec des pertes d'emploi et une dette importante qui continuent d'empêcher la consommation d'augmenter tandis qu'une surcapacité des moyens de production et que des problèmes financiers freinent l'investissement, les principaux moteurs de croissance économique sont mis de côté dans l'immédiat. Les meilleures perspectives pour un changement de cap résident soit dans une baisse prononcée du dollar, ce qui stimulerait les exportations nettes, soit dans une bonne dose de dispositions fiscales de la part du gouvernement fédéral.

Dean Baker. Co-directeur du Center for Economic and Policy Research. Publié en collaboration avec www.cepr.net
Traduction : Paul Gignac, traducteur bénévole

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Intéressé(e) par un rendez-vous il suffit de cliquer sur http://attac.org/rdv pour en obtenir les détails. Vous choisirez alors le pays dans lequel se tient la réunion.

Mardi 22 : AUSTRIA : WIEN / DANMARK: AALBORG – ARHUS – KVINDER / ESPANA: MADRID / FRANCE: PARIS 11 – VALENCE – PARIS 15 – AVIGNON / SUISSE SCHWEIZ : GENEVE / SVERIGE : STOCKHOLM

Mercredi 23 : AUSTRIA : LINZ / DANMARK : BORUPS HAJSKOLE / FRANCE: PARIS 11 – LYON – TOULOUSE – CHAUMONT / NORGE : OSLO / SUISSE SCHWEIZ : GENEVE / SVERIGE : STOCKHOLM

Jeudi 24 : AUSTRIA : ST POLTEN – ROCHUSGASSE / DANMARK : NIELS – GRONNEGADE / FRANCE: MARSEILLE – PARIS 13 / SUISSE SCHWEIZ : GENEVE / SVERIGE : AVIKA

Vendredi 25 : AUSTRIA : WIEN / FRANCE: BRIANCON – CREST - ST PIERRE D'OLERON – SAINT BRIEUC / NORGE : NESODDEN / SUISSE SCHWEIZ : GENEVE